

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

N. 91 — 1578

24 DECEMBER 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de datum van de inwerkingtreding van het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van de logiesverstrekkende inrichtingen en de hotelinrichtingen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van de logiesverstrekkende inrichtingen en de hotelinrichtingen, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het advies van de "Conseil Supérieur du Tourisme" gegeven op 7 november 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 november 1990;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 november 1990;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de door de Executieve na beraadslaging van 24 december 1990 genomen beslissing;

Besluit :

Enig artikel. Het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van de logiesverstrekkende inrichtingen en de hotelinrichtingen treedt in werking op 24 december 1990.

Brussel, 24 december 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

F. 91 — 1579

24 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif déterminant les conditions d'exploitation, la procédure d'obtention et de retrait de l'autorisation d'exploitation, la classification et le modèle de l'écusson des établissements hôteliers

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers et notamment les articles 4, 5, 6, 1^o, 2^o, 3^o et 7;

Vu l'avis du Conseil Supérieur du Tourisme en date du 7 mars 1990;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 13 novembre 1990;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 19 novembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 24 décembre 1990.

Arrête :

CHAPITRE I - Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o le Ministre : le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a le Tourisme dans ses attributions;

2^o annexe : tout bâtiment destiné au logement des hôtes qui n'est accessible qu'en quittant le bâtiment principal.

CHAPITRE II - Des conditions d'exploitation

Art. 2. Nul ne peut, sans autorisation préalable, exploiter un établissement hôtelier.

L'autorisation n'est valable que pour l'établissement et l'exploitant pour lequel elle a été délivrée. Elle n'est pas cessible.

Art. 3. Tout établissement hôtelier doit satisfaire aux conditions suivantes :

1^o Il doit comporter au minimum 6 chambres réservées exclusivement à la clientèle. Ce nombre est porté à 10 dans les villes de plus de 200.000 habitants et dans la Région de Bruxelles-Capitale.

2^o Il doit satisfaire aux conditions minimales de la catégorie 1, reprises à l'annexe 1 au présent arrêté.

3^o L'ensemble de l'installation doit être dans un état de bon entretien général.

4^o Le personnel doit être correctement vêtu.

5^o L'annexe, s'il y en a une, doit satisfaire aux mêmes conditions que le bâtiment principal, sauf ce qui est dit au 1^o

Tout document, correspondance ou publicité de nature commerciale relatif à l'annexe doit comprendre le mot "annexe".

Le Ministre peut, en vue de tenir compte de situations régionales ou spéciales, accorder des dérogations à certains de ces critères, après avoir reçu l'avis du Comité technique de l'Hôtellerie.

Art. 4. Outre les conditions prévues à l'article 3, tout établissement hôtelier exploité sous la dénomination de "motel", ou sous toute autre dénomination susceptible de rappeler cette dernière, doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° être érigé en dehors des parties agglomérées des communes;
- 2° être accessible directement d'une route ouverte à la circulation des véhicules à moteur;
- 3° assurer un service tel que :

a) les clients puissent prendre leurs repas dans un restaurant faisant partie intégrante du motel ou situé à proximité, sans qu'ils y soient obligés;

b) les véhicules puissent être garés dans un parking ou un garage privé faisant partie intégrante de l'établissement.

Le Ministre peut, en vue de tenir compte de situations régionales ou spéciales, accorder des dérogations à certains de ces critères, après avoir reçu l'avis du Comité technique de l'Hôtellerie.

CHAPITRE III - De l'obtention et du retrait de l'autorisation

Art. 5. L'autorisation visée à l'article 2 est délivrée, refusée ou retirée par le Commissaire au Tourisme.

Art. 6. La demande d'autorisation doit être adressée au Commissaire au Tourisme par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est accompagnée :

1° d'une notice donnant les caractéristiques de l'établissement;

2° d'un certificat de bonne conduite, vie et moeurs destiné à une administration publique délivré depuis moins de 3 mois au nom de la personne chargée de la gestion journalière ainsi qu'au nom de l'exploitant. Lorsque ce dernier est une personne morale, le certificat doit être délivré au nom du Président du Conseil d'Administration, au nom de l'Administrateur délégué ou de l'Administrateur Directeur;

3° de l'attestation de sécurité reconnaissant la conformité de l'établissement d'hébergement aux normes spécifiques de sécurité en matière de protection contre l'incendie;

4° si l'exploitant est une société commerciale, d'une copie de l'extrait de l'acte constitutif de la société publié aux annexes du *Moniteur belge*;

5° d'un certificat d'urbanisme ou d'une copie conforme du permis de bâtir délivré par les autorités compétentes pour l'Aménagement du Territoire.

Il doit être fait usage des formulaires fournis par le Commissariat au Tourisme.

Art. 7. Dès que la demande d'autorisation est complète, le Commissaire au Tourisme transmet au demandeur, dans un délai de 10 jours, par lettre recommandée, un avis de réception.

Le Commissaire au Tourisme statue sur la demande d'autorisation dans un délai de 75 jours à dater de l'envoi de l'avis de réception, après avoir pris l'avis du Comité technique de l'hôtellerie. L'autorisation peut être limitée dans le temps.

La décision d'octroi ou de refus de l'autorisation est notifiée au demandeur par lettre recommandée.

La décision de refus doit être motivée.

L'absence de décision notifiée au demandeur dans le délai prévu à l'alinéa 2 équivaut à un refus.

Art. 8. Le Bourgmestre de la commune où est situé l'établissement hôtelier est informé par le Commissaire au Tourisme de la décision d'octroi de l'autorisation.

Art. 9. § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 2, en cas de cession de l'établissement hôtelier, le nouvel exploitant doit introduire une nouvelle demande d'autorisation conformément aux dispositions de l'article 6, dans les trois mois qui suivent le changement d'exploitant.

En attendant, l'exploitation hôtelière peut être poursuivie jusqu'à une notification éventuelle d'une décision définitive de refus.

§ 2. En cas de décès du titulaire de l'autorisation, le nouvel exploitant doit introduire, conformément aux dispositions de l'article 6, une nouvelle demande d'autorisation dans les 6 mois.

Toutefois, si l'exploitation est reprise par le conjoint, un ascendant ou un descendant au premier degré, l'autorisation est automatiquement octroyée après réception d'un certificat de bonne conduite, vie et moeurs délivré au nom du nouvel exploitant.

Le certificat visé à l'alinéa précédent doit être adressé endéans les 6 mois au Commissaire au Tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans les 30 jours de sa réception, le Commissaire au Tourisme transmet par lettre recommandée la nouvelle autorisation.

Art. 10. En cas de remplacement de la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement hôtelier, ou, si l'exploitant est une personne morale, en cas de remplacement du Président du Conseil d'administration ou de l'Administrateur délégué, ou de l'Administrateur-Directeur, le titulaire de l'autorisation est tenu de faire parvenir au Commissaire au Tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception et dans les 3 mois, un certificat de bonne conduite, vie et moeurs, délivré au nom du remplaçant depuis moins de 3 mois.

Art. 11. Toute modification susceptible d'affecter les conditions d'octroi de l'autorisation doit être signalée au Commissaire au Tourisme, par lettre recommandée, dans les 10 jours qui suivent la modification.

Art. 12. Le Commissaire au Tourisme peut à tout moment demander la communication d'un nouveau certificat de bonne conduite, vie et moeurs tel que visé à l'article 6, 2°. Cette demande a lieu au minimum tous les 5 ans.

Art. 13. L'autorisation peut être retirée par le Commissaire au Tourisme, après avis du Comité technique de l'hôtellerie, lorsqu'il n'est pas satisfait aux dispositions des articles 3, 4, 9, 10, 11 et 12 du présent arrêté ainsi qu'à l'article 10 du décret du 9 novembre 1990.

Toutefois, avant de prendre toute décision retirant une autorisation, le Commissaire au Tourisme avise l'intéressé par lettre recommandée du motif du retrait projeté. L'intéressé dispose de 10 jours à compter de la réception de cet avis pour transmettre ses observations écrites par lettre recommandée avec accusé de réception au Commissaire au Tourisme.

Art. 14. La décision de retrait est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée. Elle est motivée.

Art. 15. Le Comité technique de l'hôtellerie rend son avis dans un délai de 30 jours à dater du jour de la réception de la demande d'avis du Commissaire au Tourisme.

L'avis est motivé.

CHAPITRE IV. - De la classification

Art. 16. Tout établissement hôtelier pour lequel une autorisation est délivrée est classé d'office par le Commissaire au Tourisme dans une des cinq catégories de classification reprises à l'annexe 1 du présent arrêté.

Le titulaire de l'autorisation peut demander une révision de la classification, s'il estime que son établissement répond aux conditions de fonctionnement et d'équipement correspondant à une catégorie supérieure de classification.

Art. 17. La demande de révision de classification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au Commissaire au Tourisme. Elle est accompagnée de tous les renseignements susceptibles de permettre la révision.

Il doit être fait usage des formulaires fournis par le Commissariat au Tourisme.

Art. 18. Dès que la demande de révision de classification est complète, le Commissaire au Tourisme transmet au demandeur, dans un délai de 10 jours, par lettre recommandée, un avis de réception.

Le Commissaire au Tourisme statue sur la demande de révision de classification dans les 75 jours à dater de l'envoi de l'avis de réception, après avoir pris l'avis du Comité technique de l'hôtellerie.

La décision du Commissaire au Tourisme est notifiée par lettre recommandée.

La décision de refus doit être motivée.

L'absence de décision notifiée au demandeur dans le délai prévu à l'alinéa 2 équivaut à un refus.

Art. 19. Le Commissaire au Tourisme peut prononcer, après avoir pris l'avis du Comité technique de l'hôtellerie, le déclassement d'un établissement hôtelier si celui-ci ne répond plus aux normes de classement mentionnées à l'annexe 1, afférentes à sa catégorie.

Toutefois, avant de prendre toute décision de déclassement, le Commissaire au Tourisme avise l'intéressé par lettre recommandée du motif du déclassement projeté. L'intéressé dispose de 10 jours ouvrables à compter de la réception de cet avis pour transmettre ses observations écrites par lettre recommandée avec accusé de réception au Commissaire au Tourisme.

La décision du Commissaire au Tourisme est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée. Elle est motivée.

Art. 20. Le Comité technique de l'hôtellerie rend son avis dans un délai de 30 jours à dater du jour de la réception de la demande d'avis du Commissaire au Tourisme.

L'avis est motivé.

CHAPITRE V - Recours

Art. 21. En cas de décision de refus ou de retrait de l'autorisation ou en cas de décision de refus d'accueillir la demande en révision de classification, l'intéressé peut exercer un recours auprès du Ministre par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 30 jours à dater de la notification.

Dans les cas prévus aux articles 7, alinéa 5, et 18, alinéa 5, le délai pour l'introduction du recours prend effet dès la date à laquelle la décision de refus est considérée comme acquise.

Le recours est suspensif.

Art. 22. Dès que le recours lui est parvenu, le Ministre transmet à l'intéressé, dans un délai de 10 jours, par lettre recommandée, un avis de réception.

Le Ministre statue endéans les 3 mois à dater de l'envoi de l'avis de réception du recours, après avoir pris l'avis de la Commission consultative de recours visée à l'article 24 du présent arrêté.

Art. 23. La décision du Ministre est notifiée au demandeur par lettre recommandée. Elle est motivée.

L'absence de décision dans le délai prévu à l'article 22, alinéa 2, équivaut à un octroi d'autorisation ou à un accord de classification dans la catégorie sollicitée, sauf si le Ministre notifie au demandeur dans le même délai une décision motivée de prolongation exceptionnelle du délai. La prolongation ne peut dépasser 30 jours.

Art. 24. La Commission consultative de recours est composée comme suit :

1° deux membres effectifs et deux membres suppléants représentant les organisations professionnelles des hôteliers et présentés par le Comité technique de l'hôtellerie sur une liste de six noms;

2° deux membres effectifs et deux membres suppléants représentant le Commissariat au Tourisme.

Le Ministre nomme les membres pour une durée de 3 années, ainsi que le Président, choisi parmi les représentants du Comité technique de l'hôtellerie.

Les membres doivent être de nationalité belge et d'expression française. Après 3 absences non justifiées, ils sont remplacés d'office par leurs suppléants.

Le secrétariat des séances de la Commission est assuré par un membre du personnel du Commissariat au Tourisme.

Un membre représentant le Ministre peut assister avec voix consultative aux réunions de la Commission.

Art. 25. La Commission consultative de recours rend son avis dans un délai de 45 jours à dater du jour de la réception de la demande d'avis du Ministre. Elle n'émet son avis qu'après avoir invité l'intéressé, par lettre recommandée, 10 jours au moins avant la date fixée pour l'examen de l'affaire à comparaître devant elle, en personne ou par mandataire porteur des pièces.

L'avis est motivé.

Art. 26. Le Bourgmestre de la commune où est situé l'établissement est informé par le Commissaire au Tourisme du refus ou du retrait définitif de l'autorisation.

CHAPITRE VI. — De l'écusson et de l'obligation du titulaire de l'autorisation

Art. 27. Le Commissaire au Tourisme délivre au titulaire d'une autorisation un écusson dont le modèle est repris à l'annexe 2 et qui reste la propriété de la Communauté française. Il doit être apposé visiblement sur l'établissement, à proximité de l'entrée principale.

En cas de retrait de l'autorisation, l'écusson doit être restitué dans les 30 jours de la réception de la notification de la décision de retrait, ou, en cas de recours, dans les 10 jours de la réception de la notification de la décision confirmant le retrait. Dans les deux cas, la date reprise sur l'accusé de réception de l'envoi recommandé constitue le point de départ du délai.

Art. 28. A la demande du Commissaire au Tourisme, les établissements hôteliers sont tenus de fournir, dans les 30 jours de la date d'envoi, toute information sur l'équipement, les services offerts et les tarifs de l'établissement. Sur cette base, le Commissariat au Tourisme publie chaque année un Guide officiel de l'Hôtellerie, reprenant les informations communiquées.

Si ces informations n'ont pas été communiquées, l'établissement sera mentionné dans le guide par ses nom et adresse exclusivement.

L'autorisation pourra être retirée par lettre recommandée avec accusé de réception si l'exploitant a négligé, pendant deux années consécutives, de donner suite à la demande prévue à l'alinéa 1er.

Le recours contre cette décision s'exerce dans les conditions et suivant la procédure fixées à l'article 21.

CHAPITRE VII - Dispositions transitoires et finales

Art. 29. § 1er. Le Commissaire au Tourisme invite, par lettre recommandée avec accusé de réception, les titulaires d'autorisation délivrée conformément à l'arrêté royal du 17 juillet 1964 relatif au statut d'établissements hôteliers à introduire une nouvelle demande d'autorisation.

La demande doit être introduite dans un délai de 90 jours à partir de la date reprise sur l'accusé de réception mentionné à l'alinéa précédent. En cas de non-respect de ce délai, l'autorisation peut être retirée.

Il est fait usage de la procédure prévue aux articles 6, 7 et 8.

Toutefois, le délai de 75 jours prévu à l'article 7, alinéa 2 est porté à 150 jours.

§ 2. Le Commissaire au Tourisme procède au renouvellement des autorisations visées au § 1er dans un délai de 12 mois, à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Il procède par zones géographiques successives en veillant au respect de la concurrence entre les établissements hôteliers situés dans une même zone touristique.

Sur proposition du Commissaire au Tourisme et après avoir reçu l'avis du Conseil Supérieur du Tourisme, le Ministre peut proroger annuellement de 12 mois le délai prévu à l'alinéa précédent.

§ 3. Les titulaires d'autorisation visés au § 1er continuent à en bénéficier jusqu'à ce que le Commissaire au Tourisme leur ait notifié sa décision.

§ 4. La publication de la classification accordée à chaque titulaire d'autorisation est suspendue jusqu'à ce que tous les titulaires de l'autorisation visée au § 1er se soient vu notifier la décision du Commissaire au Tourisme.

Art. 30. L'arrêté royal du 17 juillet 1964 relatif au statut d'établissements hôteliers, modifié par les arrêtés royaux du 18 octobre 1974 et du 9 mars 1977 et le décret du 2 décembre 1988, est abrogé.

Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 32. Le Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 décembre 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE.

Annexe Ier. — Normes de classification des établissements hôteliers

	N° (1)				
	1	2	3	4	5
A. CHAMBRE					
1. Généralités					
1.1. Marques extérieures manifestes (par exemple numéro, nom, lettres, etc.)	X	X	X	X	X
1.2. Possibilité de fermeture	X	X	X	X	X
1.3.1. Possibilité d'appeler le personnel au moyen d'un dispositif individuel	X	X	X	X	X
1.3.2. Possibilité d'appeler le personnel par téléphone intérieur/interphone (**)			X	X	X
1.4. Entrée particulière	X	X	X	X	X
1.5. Protection contre les nuisances sonores en provenance de l'extérieur (**)					X
1.6. Surface minimum (y compris salle de bains, vestibule)					
— chambre à un lit 18 m ²					X
— chambre à deux lits 24 m ²					X

	N° (1)				
	1	2	3	4	5
2. Aération					
2.1. Au moins une fenêtre	X	X	X	X	X
2.2. Si la fenêtre ne peut être ouverte, il faut un système d'aération	X	X	X	X	X
3. Mobilier et tissus d'ameublement					
3.1. Rideaux ou équipement analogue opaque	X	X	X	X	X
3.2. Descente de lit lavable à moins que le sol ne soit recouvert de tapis	X	X	X	X	X
3.3. Lit avec literie appropriée	X	X	X	X	X
3.4. Une table	X	X	X	X	X
3.5. Une table de salon (**)					X
3.6. Un espace de rangement pour les bagages		X	X	X	X
3.7. Un siège par occupant possible	X	X	X	X	X
3.8. Au moins un fauteuil par lit				X	X
3.9. Grand miroir, autre que celui du lavabo			X	X	X
3.10. Armoire ou espace aménagé à usage de penderie et de lingerie, pourvue de cintres	X	X	X	X	X
3.11. Corbeille à papier ou récipient analogue	X	X	X	X	X
3.12. Cendrier	X	X	X	X	X
3.13. Table à écrire/coiffeuse				X	X
3.14. La chambre doit être particulièrement bien équipée et meublée, afin d'être conforme au standing d'un hôtel de luxe. Des informations complètes concernant les services assurés doivent être disponibles (**)					X
4. Equipement sanitaire privé					
4.1. Lavabo avec eau courante chaude et froide disponible en permanence dans la chambre ou local communiquant	X	X	X	X	X
4.2. Salle de bains (*) communiquant avec la chambre dans au moins 25 % des chambres et dont au moins la moitié avec W.C. privé		X			
4.3. Salle de bains communiquant avec la chambre dans au moins 50 % des chambres, et pour chacune de celles-ci un W.C. privé			X		
4.4.1. Salle de bains (*) communiquant avec la chambre dans au moins 80 % des chambres et pour chacune de celles-ci un W.C. privé				X	
4.4.2. Salle de bains (*) communiquant avec la chambre dans toutes les chambres, toutes avec W.C. privé (**)				X	X
4.5. Savon dans toutes les chambres (**)	X	X	X	X	X
4.6. Bonnet de bain disponible (**)				X	X
4.7. Gel douche/bain mousse + shampoing disponibles (**)				X	X
4.8. Miroir de lavabo	X	X	X	X	X
4.9. Espace pour articles de toilette au lavabo	X	X	X	X	X
4.10. Un gobelet par personne	X	X	X	X	X
4.11.1. Un essuie-main par personne	X	X			
4.11.2. Un essuie-main par personne (**)	X	X	X		
4.12.1. Deux essuie-mains par personne			X	X	
4.12.2. Deux essuie-mains par personne (**)				X	X
4.13. Serviette de bains supplémentaire par personne dans les chambres avec salle de bains privée		X	X	X	X
4.14.1. Dispositif évitant de glisser dans la douche	X	X	X	X	X
4.14.2. Dispositif évitant de glisser dans le bain ou la douche : tous les bains doivent être pourvus d'une poignée pour y entrer et en sortir (**)	X	X	X	X	X
4.15. Sèche-cheveux (**)					X
5. Equipement électrique					
5.1. A l'entrée de la chambre, il doit y avoir un commutateur pour l'éclairage (**)	X	X	X	X	X
5.2. Eclairage général	X	X	X	X	X
5.3. Eclairage de chevet		X			
5.4. Eclairage de chevet par lit			X	X	X
5.5. Au moins un de ces éclairages doit pouvoir être commandé du lit		X	X	X	X
5.6. Eclairage du lavabo	X	X	X	X	X
5.7. Près d'un miroir, une prise de courant pour rasoir électrique avec indication du voltage	X	X	X	X	X
6. Chauffage et aération					
6.1. Dans au moins un tiers du total des chambres (minimum 6 chambres), chauffage central ou chauffage au moyen d'appareils installés à demeure individuellement réglables, avec la possibilité d'en prévoir pour le reste des chambres	X				
6.2. Chauffage central ou chauffage au moyen d'appareils installés à demeure individuellement réglables dans toutes les chambres		X			
6.3. Chauffage central ou système analogue de chauffage dans toutes les chambres			X	X	X
6.4. Toutes les salles de bains et toilettes doivent être pourvues d'une aération efficace (**)	X	X	X	X	X

	N° (1)				
	1	2	3	4	5
7. Radio/TV					
7.1.1. Radio sur demande				X	
7.1.2. Radio et/ou TV sur demande (**)				X	
7.2. Radio et TV couleur dans toutes les chambres (**)					X
8. Téléphone					
8.1. Raccordement au réseau public dans toutes les chambres				X	X
B. EQUIPEMENT SANITAIRE PUBLIC DANS LE CORPS DE LOGIS POUR CLIENTELE LOGEANTE					
9. WC avec couvercle, muni de chasse d'eau et de papier de toilette					
9.1. Dans la partie de l'entreprise hôtelière réservée au logement, il faut au moins un WC par 10 chambres qui ne disposent pas d'un WC privé (moins de 10 chambres = 10 chambres; s'il y a plus de 10 chambres, on arrondit au multiple de 10 plus élevé)	X	X	X	X	
9.2. A chaque étage destiné au logement		X	X	X	
9.3. Possibilité de pendre un vêtement	X	X	X	X	
9.4. Aération en contact direct avec l'air	X	X	X	X	
9.5. Localisation du WC visiblement indiquée et éclairée toute la nuit	X	X	X	X	
9.6. Seau de toilette ou récipient analogue fermé	X	X	X	X	
9.7. Les WC et salles de bains communs à l'usage des clients doivent être séparés (**)			X	X	X
10. Salle de bains (dans le bâtiment)					
10.1. Possibilité de s'asseoir (**)	X	X	X	X	X
10.2. Dans la partie de l'entreprise hôtelière réservée au logement, il faut au moins une salle de bains par 10 chambres qui ne disposent pas d'une salle de bains privée (moins de 10 chambres = 10 chambres; s'il y a plus de 10 chambres, on arrondit au multiple de 10 plus élevé)	X	X	X	X	
10.3. A chaque étage destiné au logement		X	X	X	
10.4. Eau courante chaude et froide disponible en permanence	X	X	X	X	
10.5. Possibilité de déposer ou de pendre des vêtements à l'abri de l'eau	X	X	X	X	
10.6. Dispositif évitant de glisser dans le bain ou la douche. Tous les bains doivent être pourvus d'une poignée pour y entrer et en sortir (**)	X	X	X	X	
10.7. Porte-savon	X	X	X	X	
10.8. Porte-essuies	X	X	X	X	
10.9. Essuie de bain à fournir lors de chaque utilisation	X	X	X	X	
10.10. Miroir	X	X	X	X	
10.11. Seau de toilette ou récipient analogue	X	X	X	X	
C. SERVICE ET LOCAUX COMMUNS					
11. Petit déjeuner et repas					
11.1. Possibilité d'obtenir le petit déjeuner	X	X	X	X	X
11.2. Service petit déjeuner dans les chambres possible				X	X
11.3. Si des repas sont servis, un local ou au moins une partie de local doit être destiné à cet usage	X				
11.4. Si des repas sont servis, il faut une salle de restaurant		X	X	X	
11.5. Tables destinées aux repas garnies de nappage		X	X	X	X
11.6. Restaurant à la carte (**)					X
12. Equipement électrique					
12.1. Possibilité d'éclairage électrique permanent dans tous les lieux ouverts aux clients	X	X	X	X	X
12.2. S'il y a plus de trois étages, au moins un ascenseur desservant tous les étages destinés aux clients, au départ du rez-de-chaussée (non considéré comme un étage)		X			
12.3. S'il y a plus de deux étages, au moins un ascenseur desservant tous les étages destinés aux clients, au départ du rez-de-chaussée (non considéré comme un étage)			X		
12.4. A partir de deux étages, au moins un ascenseur desservant tous les étages destinés aux clients, au départ du rez-de-chaussée (non considéré comme un étage)				X	
12.5. Un ascenseur desservant tous les étages destinés aux clients (**)					X
13. Téléphone/Télex					
13.1. Possibilité d'avoir des entretiens téléphoniques privés	X	X			
13.2. Raccordement au réseau téléphonique public	X	X	X	X	X
13.3. Au moins une cabine ou alvéole insonore			X	X	X
13.4. Installation télex et télécopieur (**)					X
14. Locaux					
14.1. Local de séjour réservé à la clientèle logeante, sans obligation de consommation		X	X	X	X
14.2. Hall ou local de réception avec ensemble de sièges			X	X	X
14.3. Vestiaire (sans surveillance)			X	X	X
14.4. Bar ou possibilité d'obtenir des consommations		X	X		

	N° (1)				
	1	2	3	4	5
14.5. Bar				X	
14.6. Local séparé où des boissons sont disponibles en permanence (**)					X
14.7. Au moins un WC pour dames et un distinct pour messieurs ainsi qu'un lavabo près de ces WC au niveau des locaux communs ou à un niveau immédiatement supérieur ou inférieur. (Possibilité de pendre un vêtement, seau de toilette fermé (**))	X	X			
14.8. Au moins un WC pour dames et un distinct pour messieurs, chacun avec lavabo individuel au niveau des locaux communs ou à un niveau immédiatement supérieur ou inférieur. (Possibilité de pendre un vêtement, seau de toilette fermé (**))			X		
14.9. Au moins un WC pour dames et un distinct pour messieurs, chacun avec lavabo avec eau courante chaude et froide au niveau des locaux communs ou à un niveau immédiatement supérieur ou inférieur. (Possibilité de pendre un vêtement, seau de toilette fermé (**))				X	X
15. Accès					
15.1. Si l'établissement d'hébergement est fermé la nuit, il doit être possible pour la clientèle logeante d'y avoir accès	X	X	X		
15.2. Concierge/réception de jour			X		
15.3. Concierge/réception de jour et de nuit				X	
15.4. Service de réception et information 24 heures sur 24 (**)					X
15.5. Si l'établissement comporte également un restaurant ou un café, la partie hôtel doit être accessible sans devoir passer par ce local				X	X
15.6.1. Entrée de service distincte si techniquement possible				X	X
15.6.2. Entrée séparée pour d'autres personnes que les hôtes (**)				X	X
16. Chauffage et aération					
16.1. Pendant la durée de l'exploitation de l'entreprise, possibilité de chauffage permanent et d'aération de tous les lieux ouverts à la clientèle	X	X	X	X	X
17. Autres équipements					
17.1. Moyen de nettoyage des chaussures dans les chambres (**)	X	X			
17.1.1. Moyen de nettoyage de chaussures		X	X	X	
17.2. Moyen de nettoyage des chaussures dans les chambres + machine dans le bâtiment ou service de cirage des chaussures (**)			X	X	
17.3. Moyen de nettoyage des chaussures dans les chambres + machine dans le bâtiment et service de cirage des chaussures (**)					X
17.4. Faculté pour la clientèle logeante d'effectuer le dépôt d'objets de valeur contre reçu sous la responsabilité de l'hôtelier			X	X	X
17.5. Service de coffre-forts (**)					X
17.6. Transport de bagages en l'absence de chariot à bagages		X	X	X	
17.7. Service bagages assuré par les bagagistes (**)					X
17.8. Possibilité de se procurer des articles de tabac			X	X	X
17.9. Possibilité d'acheter de la lecture, des journaux ainsi que des articles de toilette (**)					X
17.10. Possibilité de se procurer des articles cadeau (**)					X
17.11. Service parking (**)					X
17.12. Service taxis et voitures de location (**)					X
17.13. Réservations de voyages et d'excursions (**)					X
17.14. Réservations de billets de théâtre (**)					X
17.15. Possibilité de payer la note en monnaies étrangères et avec les cartes de crédit les plus courantes (**)				X	X
17.16. Service de blanchisserie en 48 heures (**)					X
17.17. Service des chambres pendant 24 heures : boissons et snacks ou minibar avec assortiment limité de snacks (**)					X
17.18. Service jusqu'à 24 heures : repas chauds ou froids (**)					X
17.19. Salon de coiffure dans l'hôtel ou service de coiffure (**)					X
17.20. Disponibilité de suites (**)					X
17.21. Connaissances linguistiques du personnel de cadre, y compris du personnel affecté à la réception (**)					X
17.22. Service de secrétariat (**)					X
17.23. Les locaux communs doivent être particulièrement bien équipés et meublés, afin d'être conformes au standing d'un hôtel de luxe (**)					X
18. Prévention des incendies					
Dans les chambres comme dans l'entreprise hôtelière, il faut que soit indiqué clairement où se trouvent les sorties de secours et les mesures à prendre en cas d'incendie (**)	X	X	X	X	X

(1) Ces chiffres correspondent à la catégorie de classification. Les croix correspondent aux conditions minimales pour entrer dans la catégorie afférente.

(*) Par salle de bains, on entend un local entièrement clos et accessible par une porte, équipé d'une baignoire avec douche ou d'une douche et également pourvu d'aération et d'éclairage.

(**) Prescriptions à mettre en vigueur au plus tard le 1er janvier 1993.

Explications complémentaires

- N° 1.2.1. Le tableau général récapitulatif des appels doit être installé à portée visuelle permanente.
Des relais éventuels seront installés en fonction du mode de gestion de l'établissement hôtelier.
- N° 2.1. Cette fenêtre doit communiquer avec l'air libre.
- N° 3.13. Meuble à fonction mixte de bureau et coiffeuse.
- N° 4.1. Local communiquant : communication directe avec la chambre sans sortir de celle-ci.
- N° 6.1. Par appareils installés de demeure, on entend un appareil fixe ou mobile utilisé en permanence dans la chambre.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1990 déterminant les conditions d'exploitation, la procédure d'obtention et de retrait de l'autorisation d'exploitation, la classification et le modèle de l'écusson des établissements hôteliers.

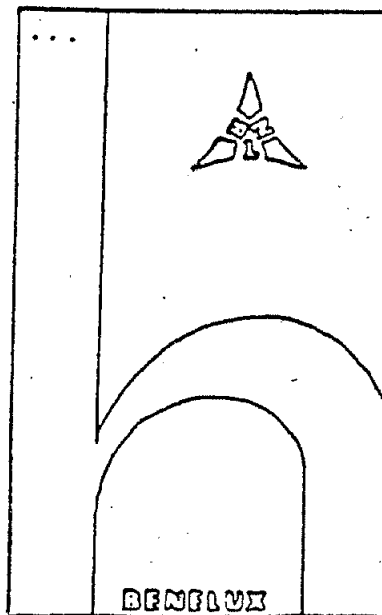
Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Annexe 2

Modèle de l'écusson délivré au titulaire d'une autorisation

Catégorie 1



Légende : Dimension 275 mm x 180 mm.

Couleur H blanc et étoile(s) blanche(s) sur fond bleu.

Selon le classement de l'établissement hôtelier dans la catégorie 1, 2, 3, 4, 5, l'écusson porte un H complété d'1, 2, 3, 4 ou 5 étoiles.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1990 déterminant les conditions d'exploitation, la procédure d'obtention et de retrait de l'autorisation d'exploitation, la classification et le modèle de l'écusson des établissements hôteliers.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

VERTALING

N. 91 — 1579

24 DECEMBER 1990. — Besluit van de Executieve tot bepaling van de voorwaarden voor het exploiteren, van de procedure voor het toekennen en het intrekken van de exploitatievergunning, van de classificatie en van het model van het schild van de hotelinrichtingen.

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van de logiesverstrekkende inrichtingen en van de hotelinrichtingen en inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, 1°, 2°, 3°, en 7;

Gelet op het advies van de "Conseil Supérieur du Tourisme", gegeven op 7 maart 1990;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 november 1990;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 19 november 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de door de Executieve na beraadslaging van 24 december 1990 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I - *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Minister : het lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap, tot wiens bevoegdheid het Toerisme behoort;

2° bijgebouw : elk voor logies bestemd gebouw dat slechts vanuit het hoofdgebouw toegankelijk is.

HOOFDSTUK II - *Exploitatievoorwaarden*

Art. 2. Niemand mag een hotelinrichting exploiteren zonder voorafgaande vergunning. Deze is slechts geldig voor de inrichting en de uitbater, voor wie zij werd afgegeven. Zij mag niet worden afgestaan.

Art. 3. Elke hotelinrichting moet aan de volgende eisen voldoen :

1° Zij moet over ten minste 6 kamers beschikken, uitsluitend ten behoeve van de cliënteel. Dit aantal wordt op 10 gebracht in de steden met meer dan 200.000 inwoners en in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

2° Zij moet aan de minimale eisen van categorie I beantwoorden; deze eisen worden in de bijlage 1 van dit besluit vermeld.

3° Heel de inrichting moet op alle gebied in goede staat en goed onderhouden zijn.

4° Het personeel moet fatsoenlijk gekleed zijn.

5° Zo er een bijgebouw is, moet het aan dezelfde eisen voldoen als het hoofdgebouw behoudens het bepaalde onder punt 1°. Alle handelsdocumenten, - correspondentie of - publiciteit betreffende het bijgebouw moeten het woord "bijgebouw" vermelden.

Na advies van het Technisch Comité van het Hotelwezen kan de Minister toestaan dat van bepaalde criteria wordt afgeweken ten einde met gewestelijke of bijzondere toestanden rekening te houden.

Art. 4. Boven de eisen van artikel 3 moet elke hotelinrichting geëxploiteerd onder de benaming "motel" of onder om't even welke andere benaming die aan voormelde zou doen denken, aan de volgende eisen voldoen :

1° opgericht zijn buiten de aaneengebouwde gedeelten in de gemeenten;

2° rechtstreeks toegankelijk zijn vanuit een weg die open staat voor het verkeer van motorvoertuigen;

3° voorzien in een bediening waardoor :

a) de klanten hun maaltijden kunnen gebruiken in een restaurant dat deel uitmaakt van het motel zelf of in de onmiddellijke nabijheid gelegen, zonder dat zij ertoe verplicht zijn;

b) de voertuigen gesteld kunnen worden op een parkeerplaats of in een privé-garage die deel uitmaakt van de inrichting zelf.

Na advies van het Technisch Comité van het Hotelwezen kan de Minister toestaan dat van bepaalde criteria wordt afgeweken ten einde met gewestelijke of-bijzondere toestanden rekening te houden.

HOOFDSTUK III - *Toekenning en intrekking van vergunning*

Art. 5. De Commissaris voor Toerisme verleent, weigert of trekt de bij artikel 2 bedoelde vergunning in.

Art. 6. De aanvraag om vergunning moet bij een ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst aan de Commissaris voor Toerisme gericht worden. De volgende documenten moeten erbij gevoegd :

1° een toelichtingsnota met opsomming van de kenmerken van de inrichting;

2° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag bestemd voor een overheidsdienst sedert minder dan 3-maanden afgegeven op naam van deze die met het dagelijks beheer van de inrichting belast is, alsook op naam van de exploitant. Wanneer laatstgenoemde een rechtspersoon is moet het getuigschrift afgegeven worden op naam van de Voorzitter van de Raad van Beheer, van de Afgevaardigd beheerder of van de Beheerder-Directeur;

3° het veiligheidsattest waarbij de logiesverstrekkende inrichting conform wordt erkend met de specifieke veiligheidsnormen in zake brandbeveiliging;

4° indien de exploitant een handelsvennootschap is, een afschrift van het uittreksel uit de oprichtingsakte van de vennootschap bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*;

5° een getuigschrift van de stedebouwkunde of een voor eensluidend verklaard afschrift van de bouwvergunning afgegeven door de autoriteiten bevoegd voor de Ruimtelijke Ordening.

Er moet gebruik gemaakt worden van de formulieren, die het Commissariaat voor Toerisme van de Franse Gemeenschap verschaft.

Art. 7. Zodra de aanvraag om vergunning volledig ingevuld is zendt de Commissaris voor Toerisme binnen 10 dagen en bij een ter post aangetekende brief een bewijs van ontvangst door naar de aanvrager.

De Commissaris voor Toerisme beslist over de aanvraag om vergunning binnen 75 dagen te rekenen vanaf de verzending van het bewijs van ontvangst na advies van het Technisch Comité van het Hotelwezen. De vergunning kan in de tijd beperkt zijn.

Van de beslissing tot verlenging of weigering van de vergunning wordt bij een ter post aangetekende brief aan de aanvrager kennis gegeven.

De weigeringsbeslissing moet gemotiveerd worden.

De weigering wordt ondersteld wanneer aan de aanvrager geen kennis van de beslissing werd gegeven binnen de bij lid 2 voorziene termijn.

Art. 8. De Burgemeester van de gemeente waar de hotelinrichting gelegen is wordt door de Commissaris voor Toerisme ingelicht over de beslissing tot toekenning van de vergunning.

Art. 9. § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 2 moet de nieuwe exploitant, ingeval de hotelinrichting wordt overgelaten, een nieuwe aanvraag voor vergunning indienen overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 binnen drie maanden die volgen op de verandering van exploitant.

In afwachting mag de hotelinrichting in bedrijf blijven tot wanneer eventueel kennis wordt gegeven van een definitieve weigeringsbeslissing.

§ 2. Ingeval de vergunningshouder overlijdt moet de nieuwe exploitant een nieuwe aanvraag om vergunning indienen binnen 6 maanden, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6. Wordt het bedrijf evenwel overgenomen door de echtgen(o)t(e), een ascendent of een nakomeling in de eerste graad, dan wordt de vergunning automatisch toegekend na de ontvangst van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag afgegeven op naam van de nieuwe exploitant.

Het bij vorig lid bedoelde getuigschrift moet binnen 6 maanden naar de Commissaris voor Toerisme bij een ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst gestuurd worden. Binnen 30 dagen van de ontvangst ervan zendt de Commissaris voor Toerisme de nieuwe vergunning bij een ter post aangetekende brief op.

Art. 10. Ingeval de persoon belast met het dagelijks beheer van de hotelinrichting vervangen wordt of indien de exploitant een rechtspersoon is, ingeval de voorzitter van de Raad van Beheer of de Afgevaardigd Beheerder of de Beheerder-Directeur vervangen wordt, is de vergunningshouder verplicht een getuigschrift van goed zedelijk gedrag, afgegeven sedert minder dan 3 maanden op naam van de vervanger, aan de Commissaris voor Toerisme bij een ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst te laten worden binnen 3 maanden.

Art. 11. Van elke wijziging die de eisen voor de toekenning van de vergunning zou kunnen beïnvloeden moet kennis worden gegeven aan de Commissaris voor Toerisme bij een ter post aangetekende brief binnen 10 dagen die volgen op de wijziging.

Art. 12. Op elk ogenblik mag de Commissaris voor Toerisme de toezending vragen van een nieuw getuigschrift van goed zedelijk gedrag, zoals bedoeld bij artikel 6, 2°. Deze aanvraag wordt ten minste alle 5 jaar ingediend.

Art. 13. De vergunning mag door de Commissaris voor Toerisme worden ingetrokken na advies van het Technisch Comité van het Hotelwezen wanneer niet wordt voldaan aan de bepalingen van de artikelen 3, 4, 9, 10, 11 en 12 van dit besluit alsook van artikel 10 van het decreet van 9 november 1990.

Alvorens enige beslissing te nemen tot intrekking van een vergunning geeft de Commissaris voor Toerisme evenwel betrokkene bij een ter post aangetekende brief kennis van de reden van de voorgenomen intrekking. Betrokkene heeft 10 dagen te rekenen vanaf de ontvangst van dit bericht om zijn opmerkingen per aangetekende brief met bewijs van ontvangst aan de Commissaris voor Toerisme te laten kennen.

Art. 14. Van de beslissing tot intrekking wordt aan betrokkene bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven. Zij wordt met redenen omkleed.

Art. 15. Het Technisch Comité van het Hotelwezen brengt advies uit binnen 30 dagen te rekenen vanaf de dag van de ontvangst van de aanvraag om advies van de Commissaris voor Toerisme.

Het advies wordt gemotiveerd.

HOOFDSTUK IV - *Classificatie*

Art. 16. Elke hotelinrichting waarvoor een vergunning wordt verleend wordt van ambtswege door de Commissaris voor Toerisme in een van de vijf categorieën geïnclassificeerd die in bijlage 1 van het besluit zijn vermeld.

De vergunningshouder kan een herziening van de classificatie aanvragen wanneer hij meent dat zijn inrichting voldoet aan de werkings- en uitrustings-eisen die overeenstemmen met een hogere classificatiecategorie.

Art. 17. De aanvraag om herziening van de classificatie moet bij een ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst aan de Commissaris voor Toerisme worden gezonden. Alle elementen die de herziening kunnen staven moeten erbij gevoegd worden.

Er moet gebruik gemaakt worden van de formulieren die de Commissaris voor Toerisme verschaft.

Art. 18. Zodra de aanvraag om herziening van de classificatie volledig is, zendt de Commissaris voor Toerisme binnen 10 dagen een advies van ontvangst bij een ter post aangetekende brief aan de aanvrager.

De Commissaris voor Toerisme beslist over de aanvraag om herziening van de classificatie binnen 75 dagen te rekenen vanaf de verzending van het advies van ontvangst, na advies van het Technisch Comité van het Hotelwezen.

Van de beslissing van de Commissaris voor Toerisme wordt bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven.

De weigeringsbeslissing moet gemotiveerd worden.

De weigering wordt ondersteld wanneer aan de aanvrager geen kennis van de beslissing werd gegeven binnen de bij lid 2 voorziene termijn.

Art. 19. De Commissaris voor Toerisme mag beslissen een hotelinrichting in een lagere categorie te classeren, na advies van het Technisch Comité van het Hotelwezen, indien deze inrichting niet meer voldoet aan de in bijlage I vermelde normen, die haar categorie bepalen.

Alvorens een of andere beslissing tot declassering te nemen, geeft de Commissaris voor Toerisme bij een ter post aangetekende brief aan betrokkene kennis van de reden van de voorgenomen declassering.

Betrokkene heeft 10 werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst van dit bericht om zijn opmerkingen bij een ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst bekend te maken aan de Commissaris voor Toerisme.

Van de beslissing van de Commissaris voor Toerisme wordt bij een ter post aangetekende brief aan betrokkene kennis gegeven. Zij wordt gemotiveerd.

Art. 20. Het Technisch Comité van het Hotelwezen brengt advies uit binnen 30 dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag om advies van de Commissaris voor Toerisme.

Het advies wordt gemotiveerd.

HOOFDSTUK V - Beroep

Art. 21. Ingeval beslist wordt ofwel de vergunning te weigeren of in te trekken ofwel de aanvraag om herziening van de classificatie niet in aanmerking te nemen, mag betrokkene in beroep gaan bij de Minister bij een ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst binnen 30 dagen te rekenen vanaf de kennisgeving.

In de bij de artikelen 7, lid 5, en 18, lid 5 voorziene gevallen begint de termijn voor de instelling van het beroep te lopen vanaf de datum waarop de beslissing tot weigering als voldongen wordt beschouwd.

Het beroep is opschortend.

Art. 22. Zodra het beroep hem is toegekomen, zendt de Minister aan betrokkene een advies van ontvangst binnen 10 dagen en bij een ter post aangetekende brief.

De Minister neemt een beslissing binnen 3 maanden te rekenen vanaf de verzending van het advies van ontvangst van het beroep na advies van de Raadgevende Beroepscommissie, bedoeld bij artikel 24 van dit besluit.

Art. 23. De beslissing van de Minister wordt bij een ter post aangetekende brief aan de aanvrager medegedeeld. Zij wordt gemotiveerd.

De toekenning van de vergunning of een akkoord inzake classificatie in de aangevraagde categorie wordt ondersteld wanneer niet binnen de bij artikel 22, lid 2, voorziene termijn is beschikt, tenzij de Minister binnen diezelfde termijn aan de aanvrager bij gemotiveerde beslissing laat weten dat de termijn uitzonderlijk verlengd wordt. Deze verlenging mag niet langer zijn dan 30 dagen.

Art. 24. De Raadgevende Beroepscommissie is als volgt samengesteld :

1° twee effectieve leden en twee plaatsvervangers die de beroepsorganisaties van de hoteliers vertegenwoordigen en die door het Technisch Comité van het Hotelwezen op een lijst van zes namen worden voorgedragen;

2° twee effectieve leden en twee plaatsvervangers die het Commissariaat voor Toerisme vertegenwoordigen.

De Minister benoemt de leden voor 3 jaar, alsook de voorzitter, gekozen uit de vertegenwoordigers van het Technisch Comité van het Hotelwezen.

De leden moeten Belg en franstalig zijn. Na drie ongewettigde afwezigheden, worden zij van ambtswege vervangen door hun plaatsvervangers.

Het secretariaat van de vergaderingen van de Commissie wordt waargenomen door een personeelslid van het Commissariaat voor Toerisme van de Franse Gemeenschap.

Een lid dat de Minister vertegenwoordigt mag met raadgevende stem de vergadering van de Commissie bijwonen.

Art. 25. De Raadgevende Beroepscommissie geeft haar advies te kennen binnen een termijn van 45 dagen te rekenen vanaf de datum waarop de aanvraag om advies van de Minister werd ontvangen. Zij brengt slechts advies uit nadat zij betrokkene bij een ter post aangetekende brief ten minste 10 dagen voor de datum bepaald voor het onderzoek van de zaak heeft verzocht voor haar in persoon te verschijnen of bij gevolmachtigde houder van de stukken.

Het advies wordt gemotiveerd.

Art. 26. De burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is wordt door de Commissaris voor Toerisme op de hoogte gesteld van de weigering of de definitieve intrekking van de vergunning.

HOOFDSTUK VI - Het schild en de verplichting van de vergunningshouder

Art. 27. De Commissaris voor Toerisme geeft aan de vergunningshouder een schild af waarvan het model in bijlage 2 wordt afgebeeld en dat eigendom blijft van de Franse Gemeenschap. Het schild moet dicht bij de hoofdingang en zichtbaar op de inrichting worden aangebracht.

Ingeval de vergunning wordt ingetrokken moet het schild worden terugbezorgd binnen 30 dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing tot intrekking, of, ingeval beroep is ingesteld, binnen 10 dagen na de ontvangst van de kennisgeving van de beslissing die de intrekking bevestigt. In beide gevallen begint de termijn te lopen op de datum die vermeld is op het bewijs van ontvangst van de bij ter post aangetekende brief.

Art. 28. Op het verzoek van de Commissaris voor Toerisme zijn de hotelinrichtingen verplicht binnen 30 dagen te rekenen vanaf de datum van de verzending, alle informatie te verstrekken over de uitrusting, de aangeboden dienstverstrekingen en de tarieven van de inrichting. Op deze basis laat het Commissariaat voor Toerisme van de Franse Gemeenschap elk jaar een Officiële Hotelgids verschijnen waarin de medegedeelde informatie worden opgenomen.

Indien deze informatie niet werden medegedeeld wordt de inrichting enkel en alleen bij haar benaming en adres in de gids vermeld.

De vergunning kan bij een ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst worden ingetrokken indien de exploitant gedurende twee jaar na elkaar verzuimd heeft gevolg te geven aan de bij lid 1 bedoelde aanvraag.

Het beroep tegen deze beslissing wordt volgens de bij artikel 21 bepaalde voorwaarden en procedure ingesteld.

HOOFDSTUK VII - *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 29. § 1. De Commissaris voor Toerisme verzoekt bij een ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst de houders van een vergunning, toegekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 17 juli 1964 betreffende het statuut van hotelinrichtingen een nieuwe vergunningsaanvraag in te dienen.

De aanvraag moet worden ingediend binnen een termijn van 90 dagen te rekenen vanaf de datum vermeld op het bewijs van ontvangst waarvan sprake in het vorig lid. In geval deze termijn niet wordt nageleefd kan de vergunning ingetrokken worden.

Er wordt gebruik gemaakt van de procedure voorzien bij de artikelen 6, 7 en 8. Evenwel wordt de termijn van 75 dagen voorzien bij artikel 7, lid 2, op 150 dagen gebracht.

§ 2. De Commissaris voor Toerisme hernieuwt de bij § 1 bedoelde vergunningen binnen een termijn van 12 maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit. Hij behandelt de geografische zones de ene na de andere en zorgt ervoor dat de concurrentie niet wordt behinderd tussen de hotelinrichtingen die in eenzelfde toeristische zone gelegen zijn.

Op de voordracht van de Commissaris voor Toerisme en na advies van de "Conseil Supérieur du Tourisme", mag de Minister de bij het vorig lid voorziene termijn jaarlijks met 12 maanden verlengen.

§ 3. De bij § 1 bedoelde vergunningshouders blijven genieten van deze vergunning totdat de Commissaris voor Toerisme kennis heeft gegeven van zijn beslissing.

§ 4. De publicatie van de classificatie toegekend aan iedere vergunningshouder wordt opgeschort totdat alle houders van de bij § 1 bedoelde vergunning in kennis werden gesteld van de beslissing van de Commissaris voor Toerisme.

Art. 30. Het koninklijk besluit van 17 juli 1964 betreffende het statuut van hotelinrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 oktober 1974 en 9 maart 1977 en bij het decreet van 2 december 1988, wordt opgeheven.

Art. 31. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 32. De Minister tot wiens bevoegdheid het Toerisme behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 december 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

Bijlage I. — Classificatienormen voor de hotelinrichtingen

	N° (1)				
	1	2	3	4	5
A. KAMER					
1. Algemeen					
1.1. Duidelijke aanduidingen aan de buitenkant (bijvoorbeeld : nummer, naam, letters, enz.)	X	X	X	X	X
1.2. Sluitingsmogelijkheden	X	X	X	X	X
1.3.1. Mogelijkheid tot het ontbieden van personeel de m.v. een individueel oproepoestel	X	X	X	X	X
1.3.2. Mogelijkheid tot het ontbieden van personeel d.m.v. een binnentelefoon/intercom (**)			X	X	X
1.4. Eigen ingang	X	X	X	X	X
1.5. Afscherming tegen de geluidshindernissen die van buiten komen (**)					X
1.6. Minimale oppervlakte (badkamer, hall inbegrepen)					X
— kamer met één bed : 18 m ²					X
— kamer met twee bedden : 24 m ²					X
2. Luchtverversing					
2.1. Ten minste een raam	X	X	X	X	X
2.2. Indien het raam niet geopend kan worden moet er een luchtverversingssysteem bestaan	X	X	X	X	X
3. Meubilair en stoffering					
3.1. Gordijnen of overeenkomstige ondoorschijnende voorziening	X	X	X	X	X
3.2. Wasbaar kleedje voor het bed tenzij de vloer bedekt is met tapijt	X	X	X	X	X
3.3. Bed met bijhorend beddegoed	X	X	X	X	X
3.4. Een tafel	X	X	X	X	X
3.5. Een salontafel (**)					X
3.6. Een bergruimte voor de bagages		X	X	X	X
3.7. Een zitplaats per mogelijke bezetter	X	X	X	X	X
3.8. Ten minste een zetel per bed				X	X
3.9. Grote spiegel, afgezien van de wastafelspiegel			X	X	X
3.10. Kast of ruimte aangepast als hangkast of legkast met kleeerhangers	X	X	X	X	X
3.11. Prullemand of soortgelijke voorziening	X	X	X	X	X

	No (1)				
	1	2	3	4	5
3.12. Asbak	X	X	X	X	X
3.13. Schrijftafel, kaptafel				X	X
3.14. De kamer moet een bijzonder goede uitrusting en meubilair hebben ten einde conform te zijn met de standing van een luxehotel. Volledige informatie over de verleende diensten moeten beschikbaar zijn (**)					X
4. Prive sanitaire voorziening					
4.1. Wastafel met voortdurend beschikbaar warm en koud stromend water in de kamer of daarmee in verbinding staand lokaal	X	X	X	X	X
4.2. Badkamer (*) in verbinding met de kamer in ten minste 25 % van de kamers en waarvan ten minste de helft met privé-w.c.		X			
4.3. Badkamer in verbinding met de kamer in ten minste 50 % van de kamer en voor elk van deze kamers een privé-w.c.			X		
4.4.1. Badkamer (*) in verbinding met de kamer in ten minste 80 % van de kamers en voor elke van deze kamers een privé-w.c.				X	
4.4.2. Badkamer (*) in verbinding met de kamer in alle kamers, alle met privé-w.c. (**)				X	X
4.5. Zeep op alle kamers (**)	X	X	X	X	X
4.6. Badmuts beschikbaar (**)				X	X
4.7. Gel douche/badschuim + shampoo beschikbaar (**)				X	X
4.8. Wastafelspiegel	X	X	X	X	X
4.9. Ruimte voor toiletartikelen bij wastafel	X	X	X	X	X
4.10. Een beker per persoon	X	X	X	X	X
4.11.1. Een handdoek per persoon	X	X	X		
4.11.2. Een handdoek per persoon (**)	X	X	X		
4.12.1. Twee handdoeken per persoon				X	X
4.13. Badhanddoek extra per persoon in de kamers met privé-badkamer		X	X	X	X
4.14.1. Voorziening tegen het uitglijden in de douche	X	X	X	X	X
4.14.2. Voorziening tegen het uitglijden in bad of in douche : al de badkuipen moeten voorzien zijn van een handgreep om erin of eruit te stappen (**)	X	X	X	X	X
4.15. Haardroger (**)					X
5. Elektrische voorzieningen					
5.1. Bij de ingang van de kamer moet er een schakelaar zijn voor de verlichting (**)	X	X	X	X	X
5.2. Algemene verlichting	X	X	X	X	X
5.3. Verlichting aan het hoofdeinde van het bed		X			
5.4. Verlichting aan het hoofdeinde per bed			X	X	X
5.5. Ten minste één van deze verlichtingen moet vanuit het bed kunnen worden bediend		X	X	X	X
5.6. Wastafelverlichting	X	X	X	X	X
5.7. Bij de spiegel een stopcontact voor elektrisch scheerapparaat met aanduiding van het voltage	X	X	X	X	X
6. Verwarming en verluchting					
6.1. In ten minste een derde van al de kamers (minimum 6 kamers), centrale verwarming of verwarming door vast geïnstalleerde individueel te regelen toetellen met mogelijkheid tot bijplaatsing voor de rest van de kamers	X				
6.2. Centrale verwarming of verwarming door vast geïnstalleerde individueel te regelen toestellen in alle kamers		X			
6.3. Centrale verwarming of gelijkwaardig verwarmingssysteem in alle kamers			X	X	X
6.4. Alle bad- en toilet kamers moeten voorzien zijn van een efficiënte verluchting (**)	X	X	X	X	X
7. Radio/T.V.					
7.1.1. Radio op aanvraag				X	
7.1.2. Radio en/of T.V. op aanvraag (**)				X	
7.2. Radio en kleuren-T.V. op alle kamers (**)					X
8. Telefoon					
8.1. Aansluiting op het openbaar net op alle kamers				X	X
B. PUBLIEKE SANITAIRE VOORZIENINGEN IN HET GEBOUW VOOR LOGERENDE GASTEN					
9. W.C. met deksel, spoelinrichting en W.C.-papier					
9.1. In het gedeelte van de hotelinrichting voorbehouden voor overnachting, moet er ten minste een W.C. per 10 kamers zijn, die niet over een privé-w.c. beschikken (minder dan 10 kamers = 10 kamers; zijn er meer dan 10 kamers dan wordt het aantal afgerond naar het hoger veelvoud van 10)	X	X	X	X	
9.2. Op elke voor overnachting bestemde verdieping			X	X	X
9.3. Mogelijkheid om kleren op te hangen	X	X	X	X	
9.4. Verluchting in rechtstreeks contact met de open lucht	X	X	X	X	
9.5. Zichtbaar aangeduide localisatie van het W.C. dat heel de nacht verlicht blijft	X	X	X	X	

	N° (1)				
	1	2	3	4	5
9.6. Toiletemmer of gelijkaardige gesloten voorziening	X	X	X	X	
9.7. De gemeenschappelijke W.C.'s en badkamers voor het gebruik van de gasten moeten afgezonderd zijn (**)			X	X	X
10. Badgelegenheid (in het gebouw)					
10.1. Mogelijkheid om te zitten (**)	X	X	X	X	X
10.2. In het gedeelte van de hotelonderneming voorbehouden voor overnachting moet er ten minste een badgelegenheid per 10 kamers zijn, die niet met een privé-badkamer uitgerust zijn (minder dan 10 kamers = 10 kamers; zijn er meer dan 10 kamers, dan wordt het aantal afgerond naar het hoger veelvoud van 10)	X	X	X	X	
10.3. Op elke voor overnachting bestemde verdieping			X	X	X
10.4. Voortdurend beschikbaar warm en koud stromend water	X	X	X	X	
10.5. Mogelijkheid om kleding neer te leggen of op te hangen buiten het bereik van water	X	X	X	X	
10.6. Voorziening tegen het uitglijden in bad of douche. Alle badkuipen moeten voorzien zijn van een handgreep om erin en eruit te stappen (**)	X	X	X	X	o
10.7. Voorziening voor het neerleggen van zeep	X	X	X	X	
10.8. Handdoekrek	X	X	X	X	
10.9. Badhanddoek ter beschikking te stellen bij elk gebruik	X	X	X	X	
10.10. Spiegel	X	X	X	X	
10.11. Toiletemmer of soortgelijke voorziening	X	X	X	X	
C. GEMEENSCHAPPELIJKE DIENSTEN EN LOKALEN					
11. Ontbijt en maaltijden					
11.1. Mogelijkheid tot het verkrijgen van het ontbijt	X	X	X	X	X
11.2. Ontbijtservice op de kamers mogelijk				X	X
11.3. Indien maaltijden worden opgediend, dan moet daarvoor een lokaal of ten minste een gedeelte van een lokaal worden voorbehouden	X				
11.4. Indien maaltijden worden opgediend, dan moet er een restaurantzaal voorzien zijn		X	X	X	
11.5. Tafels bestemd voor maaltijden, voorzien van tafellinnen		X	X	X	X
11.6. Restaurant « à la carte » (**)					X
12. Electriche voorzieningen					
12.1. Mogelijkheid om permanent een elektrische verlichting te hebben op alle plaatsen toegankelijk voor de gasten	X	X	X	X	X
12.2. Zijn er meer dan drie verdiepingen, ten minste een lift die alle verdiepingen bedient, die voor de gasten bestemd zijn vanaf de benedenverdieping (niet beschouwd als een verdieping)		X			
12.3. Zijn er meer dan twee verdiepingen, ten minste een lift die al de verdiepingen bedient, die voor de gasten bestemd zijn vanaf de benedenverdieping (niet als een verdieping beschouwd)			X		
12.4. Vanaf twee verdiepingen, ten minste een lift die al de verdiepingen bedient die voor de gasten bestemd zijn, vanaf de benedenverdieping (niet als een verdieping beschouwd)				X	
12.5. Een lift die al de verdiepingen bedient die voor de gasten bestemd zijn (**)					X
13. Telefoon/Telex					
13.1. Mogelijkheid privé telefoongesprekken te hebben	X	X			
13.2. Aansluiting op het openbaar telefoonnet	X	X	X	X	X
13.3. Ten minste een cabine of geluiddempende kap			X	X	X
13.4. Installatie telex en telecopieerder (**)					X
14. Lokalen					
14.1. Verblijflokaal, bestemd voor de logerende gasten, zonder verplichting tot consumptie		X	X	X	X
14.2. Hall of ontvangstruimte met zitgelegenheid			X	X	X
14.3. Vestiaire (zonder toezicht)			X	X	X
14.4. Bar of mogelijkheid tot het verkrijgen van consumpties	X	X		X	
14.5. Bar				X	
14.6. Afgezonderd lokaal waar voortdurend drank ter beschikking is (**)					X
14.7. Ten minste een w.c. voor dames en één afgescheiden voor heren, alsook een wastafel naast deze w.c.'s op de verdieping van de gemeenschappelijke lokalen of op een niveau hoger of lager (mogelijkheid om kleding op te hangen, gesloten toiletemmer (**))	X	X			
14.8. Ten minste een w.c. voor dames en één afgescheiden voor heren, elk met een individuele wastafel op de verdieping van de gemeenschappelijke lokalen of op een juist hoger of lager niveau (mogelijkheid kleding op te hangen, gesloten toiletemmer (**))			X		
14.9. Ten minste een w.c. voor dames en één afgescheiden voor heren, elk met een wastafel met stromend warm en koud water op de verdieping van de gemeenschappelijke lokalen of op een juist hoger of lager niveau (mogelijkheid kleding op te hangen, gesloten toiletemmer (**))				X	X

Nº (1)	1	2	3	4	5
15. Toegang					
15.1. Indien de logiesverstreckende inrichting 's nachts wordt gesloten moet het voor de logerende gasten mogelijk zijn toegang tot de inrichting te verkrijgen	X	X	X		
15.2. Concierge/receptie overdag			X		
15.3. Concierge/receptie overdag en 's nachts				X	
15.4. Receptiedienst en informatie 24 uren op 24 (**)					X
15.5. Indien de inrichting ook een restaurant of een café omvat, moet de gast het logiesgedeelte kunnen bereiken zonder deze lokalen te moeten door-kruisen				X	X
15.6.1. Afzonderlijke diensttoegang indien technisch mogelijk				X	X
15.6.2. Afzonderlijke toegang voor anderen dan gasten (**)				X	X
16. Verwarming en luchtverversing					
16.1. Tijdens de duur van de uitbating van de onderneming, mogelijkheid tot permanente verwarming en verluchting van alle voor de gasten toeganke-lijke lokalen	X	X	X	X	X
17. Overige voorzieningen					
17.1. Voorziening tot schoenen poetsen in de kamers (**)	X	X			
17.1.1. Voorziening tot schoenen poetsen		X		X	
17.2. Voorziening tot schoenen poetsen in de kamers + schoenpoetsapparaat in het gebouw of dienst voor schoenpoetsen (**)			X	X	
17.3. Voorziening tot schoenen poetsen in de kamers + schoenpoetsapparaat in het gebouw en dienst voor schoenpoetsen (**)					X
17.4. Mogelijkheid voor de logerende gasten waardevolle voorwerpen tegen ontvangstbewijs af te geven onder verantwoordelijkheid van de hotelier			X	X	X
17.5. Kluisdienst (**)					X
17.6. Bagagetransport bij afwezigheid van bagagewagentjes		X	X	X	
17.7. Bagagedienst verzekerd door de bagagekruiers (**)					X
17.8. Mogelijkheid tot aanschaffing van tabaksartikelen			X	X	X
17.9. Mogelijkheid tot aanschaffing van lektuur, kranten en toiletartikelen (**)					X
17.10. Mogelijkheid tot aanschaffing van geschenkartikelen (**)					X
17.11. Parkeerdienst (**)					X
17.12. Dienst taxi's en huurwagens (**)					X
17.13. Reserveringen van reizen en uitstappen (**)					X
17.14. Reserveringen van toneelkaartjes (**)					X
17.15. Mogelijkheid de rekening in vreemde munt en met de meest gebruikte kredietkaarten te betalen (**)				X	X
17.16. Dienst voor wasserij in 48 uren (**)					X
17.17. Kamerdienst gedurende 24 uren : dranken en snacks of minibar met beperkt snackassortiment (**)					X
17.18. Dienst tot 24 uur : warme of koude maaltijden (**)					X
17.19. Kappersalon in het hotel of kappersdienst (**)					X
17.20. Beschikbaarheid van suites (**)					X
17.21. Taalkennis van het kaderpersoneel, met inbegrip van het receptiepersoneel (**)					X
17.22. Secretariatsdienst (**)					X
17.23. De gemeenschappelijke lokalen moeten bijzonder goed uitgerust en gemeubileerd zijn om conform te zijn met de standing van een luxe-hotel (**)					X
18. Brandbeveiliging	X	X	X	X	X
Zowel in de kamers als in de hotelinrichting moet de plaats waar de nooduitgangen zich bevinden zichtbaar aangeduid zijn, evenals de aanstip-ping van de schikkingen die moeten getroffen worden bij branduitbars-ting (**)					

(1) Deze cijfers stemmen overeen met de categorie van classificatie. De kruisjes duiden de minimale voorwaarden aan om in de desbetreffende categorie opgenomen te worden.

(*) Onder badgelegenheid wordt verstaan een ruimte, volledig afgesloten en toegankelijk d.m.v. een deur, voorzien van een badkuip met douche of van een douche en waarin ook luchtverversing en verlichting aanwezig zijn.

(**) Voorschriften die uiterlijk 1 januari 1993 in toepassing moeten zijn.

Aanvullende uitleg

- N° 1.2.1. De algemene overzichtstabel van de oproepen moet op een steeds zichtbare plaats aangebracht zijn. Eventuele relais worden geplaatst naar gelang van de manier waarop de hotelinrichting beheerd wordt.
- N° 2.1. Dit venster moet verbonden zijn met de open lucht.
- N° 3.13. Meubel met tweevoudige functie : bureau en kaptafel.
- N° 4.1. Verbindingslokaal : rechtstreekse verbinding met de kamer zonder die te verlaten.
- N° 6.1. Onder in de woning geplaatste toestellen wordt verstaan een vast of beweegbaar toestel dat bestendig in de kamer wordt gebruikt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 december 1990 tot bepaling van de voorwaarden voor het exploiteren, van de procedure voor het toekennen en intrekken van de exploitatievergunning, van de classificatie en van het model van schild van de hotelinrichtingen.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

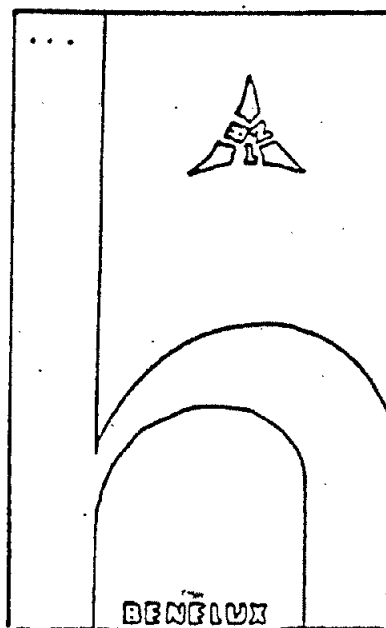
De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

Bijlage 2

Model van het aan de vergunningshouder uitgereikte schild

Categorie 1



Verklaring : Afmetingen 275 mm × 180 mm.

Kleuren : Witte H en witte ster(ren) op blauw veld.

Naargelang de hotelinrichting behoort tot categorie 1, 2, 3, 4, 5, vertoont het schild een H met 1, 2, 3, 4 of 5 sterren.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 december 1990 tot bepaling van de voorwaarden voor het exploiteren, van de procedure voor het toekennen en intrekken van de exploitatievergunning, van de classificatie en van het model van schild van de hotelinrichtingen.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE